

11 avril, élections Équateur, Pérou, Bolivie

jeudi 8 avril 2021, par [Jean-Paul DAMAGGIO](#)

11 avril, élections Équateur, Pérou, Bolivie

Le 11 avril c'est un « super dimanche » en l'Équateur avec le second tour de la présidentielle, au Pérou avec le premier tour des présidentielles et en Bolivie pour le second tour des gouverneurs de quatre départements. Normalement le Chili devait aussi voter pour des élections municipales, des gouverneurs et les 155 électeurs de la Constituante, mais le Covid vient de reporter la journée, une pandémie qui ne peut que jouer un rôle quant aux résultats.

En Équateur, au premier tour c'est le candidat de Correa, Andrés Arauz, qui est arrivé largement en tête avec 32,7 % des voix. La dispute est venue de l'élu en deuxième position, vu qu'il y a eu seulement 0,3 % d'écart, avec le banquier Guillermo Lasso 19,39 % déclaré devant Yaku Pérez représentant une gauche fortement opposé à celle de Correa. Pour le second tour ce courant a refusé de se prononcer. Quel écart entre les deux gauches ? D'un côté une gauche plutôt urbaine et de l'autre une gauche plutôt rurale fortement anti-extractiviste.

Est-ce que comme en Bolivie où le représentant de Moralès a finalement été fortement élu, Andrés Arauz peut l'emporter ?

Au Pérou la situation est bien différente. En 2018 Pedro Pablo Kuczynski a été élu, mais a dû démissionner pour cause de corruption (la fameuse affaire Odebrecht). Son suppléant, Martín Vizcarra, a dû démissionner peu après. Manuel Merino, président du Congrès a pris la suite pour une semaine ! Des manif contre lui ont fait 2 morts pour cause de répression. C'est Francisco Sagasti qui va le remplacer et qui est en poste. Il ne se présente pas.

L'atomisation politique est telle que dans les sondages, personne ne dépasse le 10 % !

Hernando De Soto (Avanza País, néolibéral de droite) serait en tête, mais Verónica Mendoza (Ensemble pour le Pérou, à gauche) conserve ses chances. L'ultra conservateur Rafael López Aliaga est en embuscade.

En Bolivie ce sont les départements de La Paz, Chuquisaca, Pando et Tarija. A La Paz, Pando et Tarija, le MAS est arrivé en tête au premier tour, mais dans les rangs au pouvoir il craint que le gouvernement de La Paz ne passe entre les mains du mouvement Jalalla, celui de l'ancienne présidente du Sénat Eva Copa, élu maire d'El Alto, or il s'agissait d'une forteresse politique pour Evo Morales. Il s'agit là d'une position d'une gauche ressemblant un peu à celle de Yaku Pérez en Équateur.

Les luttes sociales sont considérables en Amérique latine, mais la traduction politique reste très difficile. Avec la victoire de Lula au début des années 2000 « la gauche » on avait assisté à une orientation nouvelle dans la région au Venezuela, en Argentine, en Uruguay, en Bolivie et en Équateur. Mais partout les politiques engagées ont déçu les populations. Dans des pays aux plus grandes inégalités, les politiques en question ont permis leur diminution, mais ce n'est pas suffisant en tant qu'alternative. Donc la droite a repris le pouvoir au Brésil, en Argentine, Équateur et même en Uruguay. Quant au Venezuela la situation est plus que problématique.

Est-ce qu'avec l'arrivée d'AMLO au Mexique, le retour de « la gauche » en Argentine nous allons assister à une alternance ? En Bolivie après les événements suite à la destitution de Moralès le MAS a pu reprendre le pouvoir avec Luis Arce, sauf qu'il serait erroné de négliger l'écart entre les deux présidents. Moralès venait du mouvement syndical (telle est l'originalité de la Bolivie et j'observe que le virage à gauche n'a pas développé le mouvement syndical) alors qu'Arce est un pur économiste.

La victoire d'Andrés Arauz en Équateur s'inscrirait dans la victoire d'Arce, celle d'une gauche gestionnaire incapable cependant de construire une perspective globale. Nous en avons l'exemple avec AMLO au Mexique où la bataille est dure entre les opposants et les défenseurs du glyphosate au sein du gouvernement. AMLO va-t-il une fois de plus céder comme il a cédé face au crime organisé ? Les mouvements sociaux ne réussissent pas à imposer leur calendrier. En conséquence les résultats des élections de dimanche seront indicatifs de tendances, mais pas décisifs quant à un avenir d'émancipation.

J-P Damaggio